

Entre la France et le Rwanda, la confiance retrouvée

Les relations entre les deux pays se sont considérablement renforcées depuis le voyage d'Emmanuel Macron à Kigali, en mai 2021

KIGALI - correspondance

Il est devenu l'élément le plus symbolique et le plus visible du réchauffement des relations entre la France et le Rwanda. Inauguré par Emmanuel Macron lors de son voyage à Kigali, le 27 mai 2021, le nouveau Centre culturel francophone de la capitale rwandaise a commencé ses activités en octobre, sept ans après la fermeture de l'ancien Institut français en pleine crise diplomatique entre les deux pays.

Depuis, il a reçu environ 30 000 visiteurs à l'occasion de dizaines de spectacles. Représentant un investissement de 650 000 euros, le bâtiment dispose également de salles de classe où le français est enseigné. « Mille cinq cents personnes se sont inscrites aux cours et aux examens de français en 2021. Il y avait donc une forte demande, à laquelle nous pouvons maintenant répondre », se félicite Johan-Hilal Hamel, directeur de l'établissement.

Sur les collines de Kigali comme dans les discours, la France a opéré en un an un retour très remarqué. Le 27 mai 2021 au Mémorial du génocide de Kigali, Emmanuel Macron prononçait un discours dans lequel il reconnaissait une « responsabilité accablante » de la France « dans un engrenage qui a abouti au pire », soit le massacre de 800 000 Tutsi au printemps 1994. Deux mois après la publication du rapport établi par une commission d'historiens dirigée par Vincent Duclert sur le rôle de Paris dans cette « interminable éclipse de l'humanité », la visite du président français venait sceller la normalisation des relations entre les deux pays et mettre un terme à près d'un quart de siècle de tensions.

A l'été 2021, Antoine Anfré a été nommé ambassadeur de France au Rwanda, alors que le poste était vacant depuis 2015. Un assistant technique d'Expertise France, une filiale de l'Agence française de développement (AFD), vient aussi de s'installer au ministère de l'éducation afin d'accompagner un programme de renforcement de l'enseignement du français dans les écoles, financé à hauteur de 5 millions d'euros par l'AFD.

« Plus de problème français »

C'est l'un des projets-phares de l'agence dans ce pays qu'elle avait quitté en 1994 et où elle a rouvert un bureau en mars. Elle sera suivie de près par TotalEnergies, qui s'apprête aussi à ouvrir une représentation. Quant au groupe Vivendi, il s'y est également progressivement implanté ces deux dernières années, avec un complexe de loisirs et le lancement d'un service de fibre optique à Kigali.

Mais, pour les rescapés et les familles de victimes du génocide, la priorité concerne d'abord la justice. Lors de son discours, Emmanuel Macron s'était engagé à ce « qu'aucune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper » aux tribunaux français. Selon le Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), plusieurs centaines de personnes liées à des degrés divers au génocide auraient trouvé refuge sur le territoire français après les massacres de 1994.

« Jusqu'à présent, il n'y a eu que quatre procès [dont un en décembre 2021 et un autre en mai 2022], déplore Alain Gauthier, président du CPCR. C'est intolérable pour les victimes. La justice manque de moyens. » « On ne peut pas rattraper le temps perdu, répond un



Le président rwandais, Paul Kagame, le président du Conseil européen, Charles Michel, et le président français, Emmanuel Macron, lors du sommet Union européenne-Union africaine, à Bruxelles, le 17 février. REUTERS

proche de l'Élysée. On peut maintenant se fixer comme objectif raisonnable d'avoir deux procès par an. Il faut comprendre que, derrière chaque procès, compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis les faits, il y a une logistique considérable à mettre en œuvre.

Le devoir de mémoire se fait aussi à Kigali. Pour la première fois, l'ambassade de France a invité les familles de ses anciens employés assassinés pendant le génocide à une cérémonie d'hommage lors des commémorations, début avril.

En parallèle, la relation bilatérale entre la France et le Rwanda s'est renforcée sur le plan diplomatique. « La confiance s'est installée et elle permet de faire beaucoup de choses, affirme-t-on dans l'entourage du président français. Dans la préparation du sommet Union européenne-Union africaine [les 17 et 18 février à Bruxelles], par exemple, on s'est beaucoup appuyés sur le Rwanda pour mobiliser les autres chefs d'Etat et mettre à l'agenda des sujets sur lesquels ce pays est très engagé, comme l'énergie, la protection de l'environnement ou la santé. »

« Il n'y a plus de problème français. Nous sommes passés d'une phase de réparation des relations à une phase de coopération », confirme une source proche du gou-

vernement rwandais. Les félicitations de Paul Kagame adressées à M. Macron pour sa réélection le confirment. Dans un tweet daté du 25 avril, le président rwandais a salué « le leadership visionnaire qui vise à unir plutôt qu'à diviser », tout en espérant « davantage de partenariats » entre les deux pays. « Il y a une convergence d'intérêts stratégiques et des affinités entre les deux chefs d'Etat », ajoute un décideur français important.

Intérêts convergents

Cette « convergence d'intérêts » est notamment sécuritaire. Mi-mars, une délégation rwandaise comprenant le général Jean Bosco Kazura, chef d'état-major, le chef des services de renseignement militaire, Vincent Nyakarundi, ainsi que le chef des opérations et de la formation, Jean Chrysostome Ngendahimana, a été invitée pendant une semaine à Paris. Elle a été reçue par Thierry Burkhard, chef d'état-major français des armées. Au programme : la stabilité en Afrique, où la montée en puissance de l'organisation Etat islamique (EI) inquiète.

Cette rencontre augure-t-elle d'une reprise de la coopération militaire entre les deux pays, gelée depuis 1994 ? « On va clairement dans cette direction, répond un membre de l'entourage d'Emma-

Le 27 mai 2021 à Kigali, Emmanuel Macron avait reconnu une « responsabilité accablante » de la France dans le génocide

manuel Macron. Avant la visite du président à Kigali, on avait déjà mis en place des canaux de dialogue sur les principaux dossiers régionaux sur lesquels on a des intérêts communs, notamment en Centrafrique et au Mozambique. C'était de l'échange d'analyses et des manœuvres diplomatiques communes. On va aujourd'hui vers de possibles développements. »

Le Rwanda souhaite se positionner comme le gendarme de l'Afrique. Ses soldats et ceux des pays voisins d'Afrique australe sont déployés depuis juillet 2021, en appui aux forces armées du Mozambique, dans le Cabo Delgado, une région située à la frontière tanzanienne. Plusieurs zones, dans cette partie du pays riche en projets gaziers – dont ceux de Total –, ont été reprises aux islamistes Chabab, fin 2021.

« La France n'a donné aucun feu vert, orange ou rouge pour cette intervention rwandaise au Mozambique, notamment parce que la question ne nous a jamais été posée, assure une source élyséenne. En revanche, dans toutes les conversations entre MM. Macron et Kagame, la question du Mozambique a été évoquée. A chaque fois, les Rwandais nous ont tenu au courant de l'état de leurs discussions avec le Mozambique. »

D'autres intérêts entre les deux pays convergent en Centrafrique, théâtre, depuis 2013, d'une guerre civile. La Rwandaise Valentine Rugwabiza a été nommée en février à la tête de la Minusca, la mission des Nations unies dans le pays. « Nous ne sommes pas à l'origine du déclenchement de cette candidature, ni de son cheminement positif, ajoute la même source. Tous les mérites en reviennent aux Rwandais eux-mêmes. Le fait que ce pays accède à ce niveau de responsabilité est cohérent avec sa trajectoire d'engagement dans les missions de maintien de la paix. Il n'en demeure pas moins que c'est une très bonne nouvelle pour nous. »

LAURE BROULARD
ET PIERRE LEPIDI (À PARIS)

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Xinjiang : timides critiques de Michelle Bachelet à l'égard de Pékin

Lors d'une visite controversée en Chine, la haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme s'est exprimée sur le sort des Ouïgours

PÉKIN - correspondant

Michelle Bachelet, haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, a achevé, samedi 28 mai, une visite en Chine entamée six jours plus tôt, au cours de laquelle elle s'est rendue, durant deux jours, dans le Xinjiang. Pékin est accusé d'avoir maintenu en détention plus d'un million de musulmans de cette province, essentiellement des Ouïgours, une politique que les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux qualifient de « génocide ». C'était la première visite en Chine d'un haut-commissaire aux droits de l'homme depuis dix-sept ans.

Durant la conférence de presse qu'elle a tenue (par vidéo) à la fin de sa visite, la réponse la plus longue et la plus chargée d'émotion de M^{me} Bachelet fut celle adressée à une journaliste chinoise qui l'a interrogée sur la tuerie d'Uvalde,

aux Etats-Unis. Dans une déclaration liminaire d'une dizaine de minutes, la haut-commissaire a fait savoir que l'objet de sa visite n'était pas d'« enquêter » mais d'échanger avec les responsables chinois sur les droits de l'homme.

« Il est très important que les réponses contre le terrorisme ne débouchent pas sur une violation des droits de l'homme », a déclaré M^{me} Bachelet au sujet du Xinjiang. Concernant les centres de détention que la Chine qualifie de « centres d'éducation et de formation professionnelle », elle s'est dite « incapable d'en évaluer l'échelle ». Mais, a-t-elle affirmé, « le gouvernement m'a assuré que le système était démantelé ». Ce que plusieurs témoignages infirment.

M^{me} Bachelet a aussi évoqué le Tibet : « Il est important que l'identité linguistique, culturelle et religieuse des Tibétains soit protégée et que les Tibétains soient autorisés à participer plei-

La lutte antiterroriste « ne doit pas déboucher sur une violation des droits de l'homme »

MICHELLE BACHELET
haut-commissaire de l'ONU

nement et en toute liberté aux décisions concernant leur vie religieuse. » Au sujet de Hongkong, « les arrestations d'avocats, d'activistes, de journalistes et autres en raison de la loi sur la sécurité nationale sont profondément inquiétantes », a-t-elle déclaré.

Samedi, le ministre des affaires étrangères chinois a estimé que la visite de M^{me} Bachelet avait donné « des résultats positifs

concrets ». Celle-ci est intervenue dans un contexte difficile. Mardi 24 mai, plusieurs médias internationaux – dont *Le Monde* – ont publié les « Xinjiang Police Files », des documents piratés dans les ordinateurs de la police chinoise apportant de nouvelles précisions sur l'obsession sécuritaire qui règne dans ce que la Chine qualifie de « centres de formation professionnelle ».

« Erreur »

Mardi, le département d'Etat américain avait qualifié la visite de M^{me} Bachelet d'« erreur ». De nombreuses ONG, notamment Human Rights Watch, avaient dénoncé les risques que présentait, selon eux, une visite hautement encadrée par Pékin.

Signe de l'importance que revêt ce déplacement pour Pékin, le président Xi Jinping s'est entretenu par vidéo avec la haut-commissaire, mercredi 25 mai. Selon

le communiqué officiel, le chef de l'Etat a « affirmé que le peuple chinois jouissait aujourd'hui des droits démocratiques plus vastes, plus amples et plus complets et que les droits de l'homme du peuple chinois étaient mieux protégés que jamais ». Dans ce communiqué qui, à aucun moment, n'évoque le Xinjiang, il était écrit que M^{me} Bachelet avait « fait part de son admiration pour les efforts déployés par la Chine et les accomplissements qu'elle avait réalisés dans l'éradication de la pauvreté, la protection des droits de l'homme et le développement économique et social ».

Peu après, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme avait, à son tour, publié un communiqué afin de « clarifier les remarques » de M^{me} Bachelet. Le communiqué ne mentionne pas qu'elle se soit exprimée sur la situation des droits de l'homme en Chine lors de son entretien avec Xi Jinping ou qu'elle ait fait

part de son « admiration » pour la politique chinoise.

Philip Alston, un juriste de l'université de New York, qui, en 2016, a effectué une visite en Chine au nom de l'ONU pour évaluer la réduction de la pauvreté dans ce pays, estimait, vendredi, devant le club des correspondants étrangers en Chine, qu'il était « important que cette visite ait lieu pour montrer que les Nations unies interviennent dans tous les pays et que la Chine rende des comptes, quelle qu'en soit la forme ». Pour lui « le Haut-Commissariat prépare cette visite depuis trois ans et dispose déjà d'énormément d'informations. Il est important pour elle de voir qu'elle ne peut pas parler librement en Chine. »

Sans être allée aussi loin que certains pouvaient l'espérer, Michelle Bachelet a néanmoins tenu des propos rarement entendus en Chine. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE